

Zitierhinweis

Hoffman, Philip T. : recension de : Robert C. Allen, *The British Industrial Revolution in Global Perspective*, Cambridge : Cambridge University Press, 2009, dans : ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, 4.2 - Économie, p. 1151-1154, DOI: 10.15463/rec.903625659, téléchargé depuis Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

l'index pourtant très développé. Mises à part quelques brèves allusions au système de Law et à la « bulle du Mississipi », H. Paul n'accorde ainsi qu'une très faible attention aux phénomènes de connexion entre les événements anglais et ce qui se passait au même moment ailleurs en Europe. À ce sujet, et afin d'expliquer la hausse du marché londonien, elle écrit par exemple : « Il y eut probablement contagion financière dans la mesure où les marchés de Paris et Amsterdam avaient également connu des bulles financières. Les investisseurs avaient pu chercher un havre de sécurité à Londres » (p. 87). Certes, le propos du livre concerne la South Sea Bubble et non la bulle financière européenne dans son ensemble, mais il n'en reste pas moins qu'il est difficile de bien comprendre chacun des épisodes spéculatifs nationaux sans tenir compte des multiples et complexes interactions qui les reliaient.

En conclusion, le livre d'H. Paul présente un clair et large tour d'horizon de l'histoire et de l'historiographie de la South Sea Bubble. Bien qu'il ne les développe pas, l'ouvrage a en particulier le mérite d'indiquer un certain nombre de pistes de recherche importantes, telles l'histoire sociale ou l'histoire « globale » de la bulle financière. Ne serait-ce que pour ces raisons, il constitue une lecture intéressante et stimulante.

STEFANO CONDORELLI

1 - Michel FOUCAULT, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971, p. 145-174, repris dans *Dits et écrits*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1994, p. 148.

2 - Robert DALE, *The First Crash: Lessons from the South Sea Bubble*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 2.

Robert C. Allen

The British Industrial Revolution in Global Perspective

Cambridge, Cambridge University Press, 2009, xi-331 p.

L'histoire de la révolution industrielle a connu, au cours des dernières années, une transformation radicale avec l'apparition de nouveaux arguments, de nouvelles perspectives et de

nouvelles sources. Les historiens économistes sont ceux qui ont le plus contribué à renouveler le sujet. En cherchant à expliquer pourquoi une croissance économique soutenue est apparue en Grande-Bretagne au milieu du XVIII^e siècle, et non ailleurs ou plus tôt, ces derniers ont ouvert un champ d'étude beaucoup plus vaste que des historiens non-économistes auraient pu s'y attendre. Les historiens de l'économie ont expliqué la révolution industrielle par différents facteurs : une « révolution industrielle » antérieure, qui aurait conduit les consommateurs de l'Europe occidentale du Nord à travailler plus dur pour pouvoir s'acheter des étoffes de coton imprimé et des produits importés des colonies ; l'émergence de valeurs bourgeoises, résultant de changements culturels ou d'une baisse du taux de mortalité infantile dans les familles les plus aisées ; et les apports du courant des « Lumières industrielles » ayant appliqué les connaissances scientifiques à la technologie, qui ont diffusé des connaissances utiles et réformé les institutions pour les rendre plus favorables à la croissance économique¹.

Le dernier historien à participer au débat est Robert Allen avec *The British Industrial Revolution in Global Perspective*, un ouvrage aux nombreuses qualités. Comparant la Grande-Bretagne avec l'Europe continentale, mais aussi avec l'Asie orientale et septentrionale et l'Amérique du Nord, il offre une perspective mondiale reposant sur des données internationales, tout en mariant histoire économique et histoire des techniques. Ces deux sujets devraient logiquement aller de pair, l'inventivité étant influencée par des incitations d'ordre économique. Cependant, très peu de chercheurs en dehors de R. Allen et de Joel Mokyr, l'un de ses concurrents dans la réinterprétation de la révolution industrielle, ont examiné ensemble l'histoire économique et l'histoire détaillée des techniques. Sous la plume de R. Allen, cette combinaison s'élargit pour devenir une passionnante histoire sociale du changement technologique aux XVII^e et XVIII^e siècles.

En utilisant un modèle économique simple, l'auteur attribue les origines de la révolution industrielle à la conjonction, en Grande-Bretagne, de salaires élevés, de capitaux et

d'énergie bon marché. Les salaires élevés incitèrent les entrepreneurs et les inventeurs à rechercher des moyens de substituer des machines aux hommes. C'est ce qu'ils firent grâce à une série d'inventions décisives dont les premières furent le moteur de Thomas Newcomen et la machine à filer « Spinning Jenny » de James Hargreaves. Dans un premier temps, il n'était pas rentable d'utiliser ces « macro-inventions » hors de Grande-Bretagne, en particulier pour des économies comme celles de la France, de l'Allemagne, de l'Inde ou de la Chine, où le prix du travail était bas, et où l'énergie et le capital coûtaient cher. Après tout, pourquoi remplacer une main-d'œuvre bon marché par des machines coûteuses ? Mais ces inventions furent ensuite améliorées au cours d'une longue phase d'essais et d'expérimentations (dont l'équivalent actuel serait la recherche et développement), qui permirent finalement de réduire les coûts non seulement de la main-d'œuvre mais aussi des autres facteurs de production. Au XIX^e siècle, grâce à ces améliorations, les machines étaient devenues rentables dans la plus grande partie du monde et purent être adoptées presque partout.

La raison pour laquelle la révolution industrielle n'atteignit la France que plus tard n'est donc pas, selon R. Allen, liée à la culture ou aux institutions. Les causes qu'il expose sont purement économiques : compte tenu des prix et des salaires français, les machines et autres techniques nouvelles auraient, avant le XIX^e siècle, fait perdre de l'argent à leurs utilisateurs. Lorsque ces dernières devinrent enfin rentables (au début du XIX^e siècle pour la filature, au milieu du siècle pour l'engin à vapeur et la fusion du coke), les entrepreneurs français purent alors adopter les dernières technologies britanniques sans avoir à passer par les étapes intermédiaires de recherche et développement. En utilisant des données sur les prix et les salaires en Asie, R. Allen développe un argument similaire pour l'Inde et la Chine. Là aussi, les obstacles sont d'ordre économique : des salaires bas et un prix élevé de l'énergie et du capital expliquent l'absence d'intérêt pour la mécanisation.

Qu'est-ce qui empêcha alors l'industrialisation aux Pays-Bas, une autre économie européenne où les salaires étaient élevés ? Selon

l'auteur, les obstacles étaient, dans ce cas, le manque de charbon et de grandes industries cotonnières et horlogères. Les mines de charbon furent les premiers lieux où installer le moteur à vapeur de Newcomen présentant un quelconque intérêt : le carburant – le charbon lui-même – y était si bon marché qu'il était rentable d'utiliser le moteur pour pomper de l'eau, même si son fonctionnement restait très inefficace. Sans mines de charbon, les incitations à utiliser et à améliorer le moteur de Newcomen étaient minces. De même, en l'absence d'une industrie cotonnière développée, mécaniser le processus de filature ne comportait que peu d'avantages ; si les horlogers étaient peu nombreux, alors les machines coûtaient plus cher puisque c'étaient eux qui fabriquaient les engrenages, un composant essentiel des premières machines industrielles. L'industrialisation avait été freinée par des obstacles de même nature à la fin du XIV^e siècle, même si la peste noire avait fait monter les salaires. En plus de l'insuffisance des connaissances scientifiques, le charbon n'était pas encore utilisé sur une large échelle, et la révolution industrielle n'avait pas encore stimulé la demande en textiles de coton.

Selon R. Allen, les Lumières industrielles n'ont pas joué un rôle si important que le soutient J. Mokyr. Il le prouve en s'appuyant sur l'histoire sociale des inventeurs dans la Grande-Bretagne des XVII^e et XVIII^e siècles. Si les inventeurs travaillant dans le domaine du moteur à vapeur, de la chimie et de l'horlogerie entretenaient des liens étroits avec le monde scientifique, ce n'était pas le cas des autres, surtout si l'on exclut les liens établis après qu'un inventeur ait fait une découverte.

L'ouvrage de R. Allen apporte une contribution novatrice à l'histoire de la révolution industrielle. Il montre à quel point une réflexion économique peut être éclairante lorsqu'elle s'allie à une recherche historique de qualité. Il offre un excellent exemple d'une association entre histoire économique et histoire des techniques. Cependant, la question de savoir pourquoi la révolution industrielle s'est déroulée en Grande-Bretagne reste ouverte. J. Mokyr et les autres tenants de la théorie des Lumières industrielles répondraient que les compétences professionnelles

indispensables à la démonstration de R. Allen – depuis la fabrication des engrenages jusqu’à la gestion des filatures de coton – auraient été impossibles à trouver sans le courant des Lumières industrielles, plus développé en Grande-Bretagne que partout ailleurs. Cet argument pourrait être étendu au capital humain dans son ensemble.

Il est également probable que les institutions ont joué un rôle bien plus important que celui que R. Allen veut bien leur reconnaître. Dans son livre, il construit un modèle empirique de croissance économique à l’échelle européenne, suggérant que le gouvernement représentatif – une institution dont la plupart des historiens de l’économie ont noté l’importance – n’aurait joué qu’un rôle limité dans l’industrialisation de la Grande-Bretagne. Le gouvernement représentatif est considéré comme un facteur insignifiant face au bas prix du charbon, au commerce de nouvelles étoffes que la Grande-Bretagne commença à exporter au XVI^e siècle et à la croissance du commerce intercontinental aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ces facteurs furent à l’origine du faible prix de l’énergie et des salaires élevés : le charbon fit baisser le prix de l’énergie ; le commerce international attira des travailleurs à Londres et fit augmenter les salaires. Toutefois, le développement du commerce intercontinental est à attribuer en grande partie aux victoires militaires. La Grande-Bretagne a combattu et vaincu d’autres puissances européennes (notamment la France), se taillant la part du lion dans le commerce intercontinental. Ces victoires furent possibles grâce à un système fiscal qui permettait de collecter une très importante somme d’impôts *per capita*. La prospérité économique et la présence de salaires élevés expliquent en partie l’existence d’un tel régime fiscal, mais pas entièrement : les taxes britanniques prélevaient une portion du revenu *per capita* bien plus élevée qu’en France. Une étude statistique détaillée montre en fait que le supplément d’impôt perçu en Grande-Bretagne s’explique davantage par le développement précoce d’institutions formées dans ce pays avant la plupart des autres puissances européennes que par des salaires élevés : des institutions représentatives (Parlement) et une forme de centralisation fiscale

que l’on ne verra apparaître ailleurs en Europe qu’après la Révolution française².

La guerre a donc été l’une des causes principales de la révolution industrielle : c’est là l’une des implications les plus surprenantes du livre de R. Allen. Elle a détruit des ressources et ravagé les populations, mais la Grande-Bretagne a échappé à la majeure partie des dégâts provoqués par les combats ayant lieu sur le continent. L’une des autres causes décisives de la révolution industrielle est tout aussi inattendue : la décision de taxer les exportations de laine brute a eu pour résultat d’encourager les activités commerciales des nouvelles draperies. On ne s’attendrait pas à ce que de telles entraves au libre-échange puissent stimuler la croissance économique. Ce fut pourtant le cas en Grande-Bretagne.

Les autres économies auraient-elles pu engendrer la révolution industrielle si elles avaient remporté les guerres commerciales ? Probablement pas. Le modèle empirique de R. Allen montre que, si une victoire dans les guerres commerciales avait permis à la France de remporter le marché intercontinental de la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, seule une augmentation de 2 % des salaires en aurait résulté : un taux insuffisant pour déclencher un processus d’industrialisation. La population française, beaucoup plus importante, aurait tout simplement absorbé cette augmentation. Cela vaut également pour le Japon ou la Chine, si leurs échanges commerciaux internationaux s’étaient développés : ces pays étaient tout simplement trop grands pour s’engager sur le chemin de l’industrialisation.

C’est ainsi que la Grande-Bretagne a bénéficié d’une conjoncture inhabituelle de coïncidences historiques. Royaume insulaire dont la centralisation remonte aux Normands, le pays avait les ressources pour financer une armée navale de grande taille, ce qui lui a permis de remporter les guerres commerciales et d’éviter les ravages causés par les batailles terrestres. Le pays disposait également d’un accès facile au charbon, d’une industrie horlogère nourrie par la révolution scientifique et de terres qui pouvaient servir de pâturages aux moutons, dont la laine allait alimenter les nouvelles draperies. Si l’on avait supprimé un seul de ces avantages, le pays n’aurait peut-être pas connu

l'industrialisation au XVIII^e siècle, et nous serions peut-être, aujourd'hui encore, en train de tisser à la main et de nous rendre au marché dans des charrettes tirées par des chevaux.

PHILIP HOFFMAN

Traduction de VALENTINE LEÏS

1 - Jan DE VRIES, *The Industrious Revolution: Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008; Gregory CLARK, *A Farewell to Alms: A Brief Economic History of the World*, Princeton, Princeton University Press, 2007; Deirdre N. McCLOSKEY, *Bourgeois Dignity: Why Economics Can't Explain the Modern World*, Chicago, University of Chicago Press, 2010; Joel MOKYR, *The Enlightened Economy: An Economic History of Britain, 1700-1850*, New Haven, Yale University Press, 2009.

2 - Philip T. HOFFMAN et Kathryn NORBERG (éd.), *Fiscal Crises, Liberty, and Representative Government, 1450-1789*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 300-301; Marc DINCETTO, *Political Transformations and Public Finances: Europe, 1650-1913*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Katia Béguin

Financer la guerre au XVII^e siècle. La dette publique et les rentiers de l'absolutisme
Paris, Champ Vallon, 2012, 392 p.

Les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris : le sujet est de prime abord étroit et technique. Parfaitement maîtrisée tant au niveau national qu'au niveau européen, la réflexion de Katia Béguin le fait fonctionner comme un révélateur de questions fondamentales, à l'articulation du politique, du social et de l'économique au XVII^e siècle.

Les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris sont créées sous le règne de François 1^{er} en 1522. Elles sont employées, à côté de l'impôt et d'autres instruments financiers, tel l'emprunt à court terme, et en parallèle avec des innovations institutionnelles, comme la vénalité des offices, pour répondre aux besoins d'argent frais nécessaire au financement des nombreuses guerres du temps. K. Béguin les étudie dans un long XVII^e siècle ayant connu plus d'années de guerre que de paix : entre 1594

et 1713-1715, entre la reconquête de Paris par Henri IV et la fin de la guerre de succession d'Espagne qui laisse la France avec une dette colossale. L'auteur s'intéresse plus particulièrement à trois questions, qu'elle envisage dans trois parties successives : saisir, sous la pression des besoins financiers sans cesse croissants de la monarchie, les évolutions des sécurités juridiques, techniques et politiques qui avaient été bâties au XVI^e siècle ; comprendre la place prise par cet instrument de crédit dans le financement de la guerre alors que les gouvernements en blâmaient les effets pervers parce qu'il détournait les capitaux d'investissements plus productifs, et qu'il encourageait l'oisiveté ; enfin, entrer dans les choix des épargnants et saisir les appropriations sociales de cet instrument financier.

Pour comprendre comment l'État place ces rentes sur l'Hôtel de Ville dans le public, l'étude s'intéresse à la relation entre l'État et les groupes sociaux susceptibles d'acheter ces rentes. Elle prend en compte l'ensemble des acteurs et de leurs interactions pour appréhender les évolutions du cadre légal et réglementaire et examine le mécontentement des possesseurs de rentes exprimé dans toutes sortes d'écrits et de manifestations protestataires. Elle suit les projets de l'État comme les divergences entre les rentiers. Certains pensent en effet que, face au pouvoir absolu du monarque, mieux vaut composer et perdre sur le paiement des intérêts pour sauver les capitaux investis, quand d'autres récusent la légitimité même des commissions chargées du remboursement des rentes, commissions adossées à la Chambre de Justice de 1661-1665, créée dans le but de poursuivre ceux qui avaient fait des profits excessifs au détriment du Trésor royal. Histoire chaotique dans laquelle toutes les vellétés de répondre aux légitimes inquiétudes des rentiers sont balayées par les immenses besoins financiers du roi guerrier, l'obligeant à promettre, en temps de guerre, des rendements toujours plus élevés aux acheteurs des rentes. Mais, dès la paix revenue, le roi s'empresse de réduire les intérêts au nom de l'acceptable usure, de manipuler la monnaie et de multiplier les retards et retranchements, provoquant ainsi une succession de banqueroutes partielles. Parallèlement, l'admi-